

**L'économie solidaire : un mouvement global : expériences internationales et coopération**  
*Martine Theveniaut : La situation en France*

**« Dans votre pays, que sont les mouvements d'économie de self-help et/ou résistance basés sur la solidarité les plus importants ? Pourquoi se sont-ils formés et que sont leurs objectifs principaux et/ou groupes cibles, leurs succès et échecs ? »**

**Le paysage français est très multiforme.**

**Il n'est unifié, ni autour d'une vision, ni autour d'une stratégie partagée.** Jusqu'à aujourd'hui, deux grandes familles d'acteurs distinctes co-existent : l'économie sociale et l'économie solidaire. Le concept d'économie solidaire, présenté ci-dessous, a pris place en France et participe du mouvement international en émergence sous ce nom. C'est une notion consistante qui se différencie du concept d'économie sociale, lui-même défini essentiellement par des critères de statuts juridiques (association, coopérative et mutuelle) définissant des catégories d'usages et donc des usages qui en sont bénéficiaires.

Les **références historiques fondatrices sont cependant les mêmes**, celles du socialisme utopique du XIX<sup>e</sup> siècle comme théorie (s) et les différentes formes du mutuellisme comme expérimentations sociales de solidarité active entre paysans, entre ouvriers, arrachés aux solidarités villageoises.

« À l'époque où l'Etat n'existait pas en tant qu'investisseur social, avait cours en France une représentation de l'engagement associatif réunissant affiliés et désaffiliés dans une lutte économique contre le paupérisme tout à fait similaire à celle que l'on trouve aujourd'hui chez les acteurs du champ solidaire. **L'économie solidaire est un mouvement de fond qui a traversé la société française en toute discrétion depuis la première crise de la modernité.** Elle se conçoit comme une alternative à la société salariale, de la même manière que le mutuellisme associatif du milieu du XIX<sup>e</sup> était perçu comme une alternative à l'intégration maximale des désaffiliés dans une société industrielle elle-même responsable de leur dénuement absolu »<sup>1</sup>.

Il n'est pas possible dans le cadre de ce résumé de développer ce point de vue qui fait l'objet d'une des premières thèses historiques consacrée à l'économie solidaire en France, par un jeune chercheur belge, Bruno Frère.

**Le plus urgent me semble de secouer une situation quelque peu atone en France.**

Ces analyses sont marquées par les analyses tirées d'un itinéraire personnel de l'auteure<sup>2</sup> qui poursuit la **participation à la mouvance de l'économie solidaire et du développement local depuis trente ans**. Elles pourront paraître schématiques, dans ce raccourci de quelques pages.

**Une sorte de silence sur l'essentiel règne.**

L'exclusion s'accélère et s'aggrave. Le projet d'une économie plus solidaire capable d'intégration, tel que nous en avons porté l'intention, au tournant des années 80/90, n'est sans doute plus réalisable aux conditions

<sup>1</sup> Frère, B., 2006 L'économie solidaire à l'épreuve de la pratique. Contribution à une grammaire sociologique des dispositifs argumentaires, Université de Liège soutenue en mai 2006, 620 p et annexes, sous la co-direction de Marc Jacquemain (Université de Liège) et Luc Boltanski (directeur d'études à l'EHESS)

<sup>2</sup> Auteure de « Le développement local, une réponse politique à la mondialisation », Paris, DDB, Collection sociologie économique, 1999

Une thèse en sociologie économique avec Jean-Louis Laville, professeur au CNAM est en cours. Elle concerne l'ancrage territorial des inventions socioéconomiques dans une approche qui relie le local au global (à soutenir en 2007).

actuelles. Il faut remettre la question en discussion pour qu'elle soit socialement faisable et humainement acceptable.

Il ne faut pas se voiler la face, les avancées sociales et politiques des générations d'après-guerre sont menacées de s'étioler, voire de disparaître. Il est nécessaire aujourd'hui de redéfinir les finalités et les stratégies du mouvement social, dont l'économie solidaire est l'une des principales composantes, sur le plan des propositions qu'elle est capable de porter et en théorie et dans l'incarnation dans des pratiques.

*Quelles sont les conditions pour que les acteurs sociaux reprennent du pouvoir économique, social et politique sur leurs activités ? Comment sortir de la dépendance envers le pouvoir d'État qui capte l'énergie de celles et ceux qui oeuvrent pour une vie individuelle et collective qui en vaille la peine, dans le but de se maintenir en place sans se transformer ?*

**Bref paysage des acteurs français :**

**- Le mouvement autour des SCOP (Sociétés coopératives Ouvrières de Production).**

Il s'est quelque peu distingué de l'économie sociale historique, sans la renier. Il est parti de ces acquis pour expérimenter de nouvelles organisations productives ; pour légitimer des cadres juridiques de droit commun qui soient autre chose que les sociétés de capitaux. Comment permettre à différentes catégories de parties prenantes de coopérer autour d'un objectif de production de bien ou de service ? On doit notamment à ce courant une participation active à l'adoption d'un statut européen de coopérative et la SCIC (société coopérative d'intérêt collectif) en France.

La perspective visée est une économie qui ne s'interdit pas le profit, mais qui mutualise les bénéfices pour servir des fins collectives. La référence reste le registre marchand.

**- Des composantes différenciées se sont progressivement reconnues sous l'enseigne de l'économie solidaire.**

Leur perspective est de rendre des services aux personnes ou aux collectivités pour répondre aux nouvelles aspirations des générations d'après-guerre d'une part, et d'autre part pour traduire leur refus d'accepter comme une fatalité la « désaffiliation » massive que produit un modèle salarial qui s'effondre. On trouve aussi dans cette mouvance une partie des courants qui ont fait naître le commerce équitable et d'autres formes de solidarité internationale : les parties prenantes de ces projets débordent largement les seuls bénéficiaires comme c'est le cas des des statuts spécifiques de l'économie sociale historique.

La référence est « l'hybridation » des ressources : marchandes, non monétaires (militantes, bénévoles), mais aussi publiques. En effet, ce mouvement se caractérise aussi par le fait qu'il s'adresse au pouvoir d'État. Il voudrait l'amener à se transformer pour qu'il remplisse les fonctions pour lesquelles il a reçu mandat : celles d'être le garant de la conduite d'une politique publique équitable et redistributive.

De fait, leurs réalisations sont confrontées au problème de la dépendance envers les conditions de l'accès aux moyens publics. Car leurs actions sont sans espoir d'une solvabilité marchande à 100%. Avec l'aggravation des problèmes de l'exclusion, le mouvement de l'insertion par l'activité économique s'est rapproché de l'économie solidaire.

La dimension initiale, proprement alternative de ces courants de pensée et d'action, est de moins en moins affirmée.

Une partie des réseaux de ce mouvement est regroupée sous l'enseigne du MES (Mouvement pour l'Economie Solidaire).

Un certain nombre de personnalités eux font partie d'un regroupement informel de praticiens qui composent le PSES (Pôle socio économie solidaire), adossé à la Fondation pour le progrès de l'Homme dont l'activité est basée à paris, mais dont la dimension est internationale. Ce n'est pas un réseau, c'est un foyer de réflexions et d'échanges qui participe à l'émergence internationale de ces questions.

- **D'autres mouvements ont la finance pour point d'entrée. Ils s'affirment souvent « solidaires ».**

En fait, ils restent ancrés pour l'essentiel dans la périphérie du système dominant, ils prennent peu d'autonomie pour développer des produits bancaires ; ils osent rarement prendre le risque de soutenir en grandeur réelle les initiatives solidaires, surtout lorsqu'elles sont collectives.

Ou alors ils restent axés sur le soutien à la micro-entreprise. Or, la somme de projets individuels ne peut pas constituer une alternative collective aux problèmes engendrés par la désaffiliation massive que connaît la France, comme la plupart des pays européens et au-delà.

Rien à voir avec la vision ample et façon dont les choses se construisent au Québec par exemple.

- **D'autres regroupements, plus ou moins durables, se forgent autour de procédures ou d'institutions, notamment européennes.**

Ces ouvertures ont créé de véritables marges de manœuvre. C'est tout particulièrement le cas avec les PIC, les ILDE ou LEADER, et actuellement avec EQUAL dans le contexte de l'élargissement.

Leur rôle est très pertinent pour exercer une fonction d'assemblage de « petits acteurs » et d'interface avec les instances commanditaires. Mais ces regroupements demeurent tributaires de la définition des politiques. Ils n'y participent pour ainsi dire pas, alors qu'ils ont à les relayer et à les appliquer. Dans le contexte actuel, la plupart des mouvements européens subissent les effets du virage libéral des instances dirigeantes qui fractionnent l'économie et le social, alors que le projet de l'économie solidaire (toutes composantes) est justement d'intervenir pour surmonter les obstacles du clivage.

- **Les courants qui se situent plus nettement dans « la résistance », comme le mouvement ATTAC, sont issus, pour la plupart, d'une approche post-marxiste.**

La prise du pouvoir d'État reste plus ou moins explicitement leur référence. Cette perspective prend le pas sur l'attention consacrée à la construction des processus par lesquels des gens prennent progressivement en charge la réponse à leurs propres besoins et la traduction dans les faits de leurs aspirations à « un autre monde ». Ces mouvements, fédérés autour de la notion d' « altermondialisme » ont une capacité de mobilisation plus ample parce qu'elle se nourrit de la dénonciation (« tous d'accord contre »), plutôt que de l'élaboration de propositions opérationnelles, qui supposent du pragmatisme et d'accepter des compromis acceptables.

Ils font progressivement place à l'économie solidaire, mais d'une façon critique, parce qu'ils l'estiment trop « réformiste ».

- **Il est tout à fait caractéristique de la situation française que ce ne soient pas les mêmes personnes qui portent ces courants, pourtant voisins ou cousins :**

- o l'économie solidaire (eux-mêmes divisés comme résumé ci-dessus). L'initiative de proximité et « le small » reste la référence
- o le développement durable, marqués par l'appartenance à de(s) partis politiques, principalement les Verts
- o le développement local qui a été porté par des élus ruraux, dans une approche territoriale de « résilience », animée par des techniciens plutôt que fondée sur une véritable participation démocratique des habitants
- o la démocratie participative, issue dans les années 70 des courants politiques de la gauche autogestionnaire, de l'humanisme chrétien et du syndicalisme réformiste. Elle touche plus largement les milieux urbains.

- **L'ensemble de ces courants ne se retrouvent que très partiellement dans les approches de type « clusters »**

Ils souffrent en général d'un déficit de réflexion sur l'ancrage territorial des innovations pour qu'elles aient un effet d'entraînement sur le développement économique local. Les réseaux qui font la promotion des clusters

sont présents, comme LEED. Comme pour la finance solidaire, ses porteurs sont plus près des sphères d'influence, en relations avec les pouvoirs établis de l'économie et de la politique, à des échelons depuis le « méso » jusqu'à l'échelle européenne.

- **Chacune des composantes est détentrice d'une partie de la solution. Mais le débat sur l'essentiel, celui des finalités n'a pas lieu.**

Une rencontre comme celle d'aujourd'hui marque un pas dans l'ouverture d'un tel espace à une dimension internationale. Il faut saluer cette initiative.

Ces différents mouvements apprennent à se fréquenter depuis une quinzaine d'années, sans réussir encore à déterminer une plate-forme d'action commune. Aucun véritable contrepouvoir n'est aujourd'hui en mesure de s'interposer, de façon collective et influente, dans nos rangs, avec une véritable efficacité sur les politiques économiques globales.

Elles continuent d'imposer leurs conséquences sociales et écologiques néfastes dans les bassins d'emploi, les quartiers, les régions, les pays, sans que nous ayons trouvé l'entente et le poids nécessaires pour poser des limites à ces pouvoirs économiques supranationaux. Or, sans une gestion localisée des problématiques que posera la décroissance sur le long terme, ce sont les conditions mêmes de la vie au quotidien qui sont en question. La prise de conscience s'opère, mais les stratégies pour franchir les obstacles de l'articulation entre le local et le global n'existent pas encore.

**Le résultat, dommageable pour tous, est qu'il n'existe pas véritablement d'articulation entre :**

- Les expérimentations, les inventions socioéconomiques de « proximité », peu visibles
- Les traductions dans des politiques publiques locales. Les relations entre les partenaires réunis par un projet, un objectif de résultat, perdent beaucoup en potentiel d'efficacité parce qu'elles subissent la complication des partenariats multiples, institutionnels et procéduriers, et parce qu'elles restent tributaires des tutelles des pouvoirs locaux, rarement d'accord entre eux.
- L'expression politique comme tribune collective, contre-pouvoir, trop éloignée des réalités territoriales et des contextes opérationnels pour tirer tout le bénéfice possible d'une dialectique entre la théorie et la pratique.

**Qu'est-ce qu'on comprend par le terme « économie solidaire » dans votre pays ou continent et/ou quels (autres) termes, conceptions, traditions jouent un rôle important ?**

La France n'a pas su échapper aux **disputes pour savoir quelle est la bonne définition préalable de ce concept**. C'est une complication pour les relations avec les acteurs des autres pays. Les autres pays semblent contourner la difficulté des importantes différences qui subsistent entre l'économie sociale historique et les mouvements des générations d'après guerre, en accolant sans véritable définition « économie sociale et solidaire », ou alors en parlant de « nouvelle économie sociale ». Ceci ne résout pas la question de déterminer quelles seraient les bases d'entente, suffisamment discutées, pour que chacune des familles fasse sa part de chemin vers l'autre afin coopérer sans arrière pensée, ce qui éviterait bien des déperditions d'énergie.

Dans la région du Languedoc-Roussillon, nous sommes partis d'une mise en commun des pratiques des acteurs de terrain dans l'intention d'identifier comment ils perçoivent cette notion. Un an et demi avant de tomber d'accord ! Puis, au moment de définir l'objet de la plate-forme associative qui nous réunit au BASE Sud Audois (Bureau pour l'Action Solidaire dans l'Espace Sud Audois), nous avons adopté une définition internationale résultant d'un forum internet tenu entre 1999 et 2000. Elle a été validée comme suffisamment générique d'une part et structurante d'autre part pour servir de cadre aux activités des membres qui sont parties prenantes de toutes les familles d'acteurs identifiées ci-dessus, ainsi que d'une autre, le courant de « la décroissance ».

*« L'économie solidaire définit " des activités de production, distribution et consommation contribuant à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens au niveau local comme global. Elle se pratique sous des modalités variées sur tous les continents. Elle recouvre les différentes formes d'organisation dont se dote la population pour créer ses propres ressources de travail ou pour accéder à des biens et services de qualité, dans une dynamique réciprocaire et solidaire qui articule les intérêts individuels à l'intérêt collectif » .*

### **Que pensez-vous sur les perspectives de « l'économie solidaire » dans votre pays ?**

**Un obstacle à franchir est de gagner une autonomie suffisante pour penser l'organisation du mouvement en échappant aux modalités hiérarchiques et à l'emprise excessive du pouvoir d'État.**

**L'usage de la représentativité repose principalement sur le mode descendant de la délégation.**

Les têtes de réseau sont situées en général à Paris. Leurs organes dirigeants définissent les orientations générales et interviennent à l'échelon central auprès des ministères et des parlementaires. Elles sont ensuite relayées par des instances territorialisées, des fédérations calquées sur les découpages administratifs (région ou département). Le pouvoir d'action d'un réseau se mesure « au nombre de ses bataillons ». Les réseaux d'économie sociale et un certain nombre de ceux de l'économie solidaire sont héritiers de ce mode d'action.

Or, la décentralisation et la diminution du pouvoir effectif d'intervenir de l'État central dans tous ces domaines qui touche à la territorialisation locale ont bouleversé la situation. Les relations qui existent entre les têtes de réseau et leurs membres ne leur permettent pas de remplir les fonctions que les membres de terrain attendent d'un réseau auquel il participe. Il existe un grave déficit de réflexion dans nos mouvements sur cette question qui touche au pouvoir des uns et des autres.

Les consultations engagées en 1999 par la DIES (Délégation Interministérielle à l'innovation et à l'Economie Sociales) auprès des acteurs ont fait émerger de nouvelles attentes d'une part, et des ressources jusqu'alors mésestimées de l'autre. Plus de 4000 personnes y participent dans toutes les régions du pays, essentiellement issues de la composante associative.

**Le local ne se perçoit plus comme la base de la pyramide, ou ne s'en satisfait plus.**

Il se perçoit comme horizontalité, lieu de diagnostic, de débat, de recomposition du social et de l'économique. C'est une évolution considérable à l'épreuve des quinze dernières années. Il se vit comme l'espace par excellence où il est possible de préfigurer des critères d'utilité sociale ou de « performance globale », sociale et économique, dans une conception ouverte sur l'extérieur et sur le monde (le global). Comment passer de l'émergence, comme une somme d'expérimentations isolées à une promotion en grandeur réelle d'un interlocuteur collectif à part entière ?

Cette mobilisation des acteurs locaux n'est pas pour rien dans la création, l'année suivante, d'un Secrétariat d'Etat à l'économie solidaire. Preuve de l'émergence, publique et visible, du mouvement de l'économie solidaire, après trente ans de longévité, restée invisible ou presque.

**Cette période, riche en évolution, a révélé l'incapacité des acteurs à se saisir de cette opportunité « d'une seule voix » pour changer d'échelle, de transformer leur fonctionnement pour faire une place aux aspirations issues des territoires et pour se donner une stratégie politique partagée et articulée entre les échelons.**

Ils se sont divisés entre les différentes « offres » d'un pouvoir d'État lui-même divisé sur ce qu'il convient de faire entre les différents ministères, pour des raisons, souvent liées à leur appartenance à tel ou tel parti politique. Le mouvement social y a perdu une part importante de son énergie, captée par le (s) pouvoir (s) d'État qui ont transformé les potentialités de leurs démarches en programmes et en procédures.

Lorsque le changement de majorité a subitement ramené la droite au gouvernement, le mouvement de l'économie solidaire n'a pas trouvé la ressource de résistance dont il aurait eu besoin, car il n'avait pas su cultiver son autonomie et son renforcement dans la période précédente, qui était plus favorable à ses vues. Le retour d'un discours patronal, libéral offensif a su en tirer parti.

**L'étape actuelle consiste donc à accepter de faire un bilan sans complaisance des dernières décennies, avancées et limites, pour poser clairement les questions d'une stratégie partagée et d'une organisation non hiérarchique, horizontale, décloisonnée pour gagner en influence et en crédibilité :**

- Qu'attend-on d'une expression collective nationale du mouvement de l'économie solidaire français avec ses originalités et ses caractéristiques ? Quels mandats pour l'exercice de quelle fonction ? Comment faire la différence pour que les façons de faire et les discours soient en harmonie ?
- Comment cette expression peut-elle se relier aux autres courants d'acteurs européens pour agir à cet échelon, maintenant déterminant pour les destinées mêmes des politiques nationales ?
- Comment consolider les réalisations des acteurs pour que le mouvement dispose à la fois de « la tête et les jambes » ? Quelle capitalisation pour transmettre et pour que de nouvelles inventions collectives aient le goût de participer à ce mouvement plutôt que les approches idéologiques seulement contestatrices qui ne proposent guère de réponses, applicables aux questions telles qu'elles se posent.

**Ce sera le thème d'un atelier proposé demain matin.**